

## L'été de tous les dangers

Le gouvernement a prévu de faire passer pendant les vacances d'été une série de lois qui s'attaquent aux travailleurs. Au point qu'en septembre, nous pourrions revenir de vacances dans un monde social légal méconnaissable... avant qu'une nouvelle série d'attaques ne reprenne à l'automne.

**La loi Macron** passée en force au 49.3 par le gouvernement pourrait s'appliquer fin juillet. Elle frappe tout, l'inspection du travail, la médecine du travail, la justice du travail, le droit pénal du travail, les institutions représentatives du personnel. Elle prévoit, entre autres, l'extension du travail du dimanche et de nuit sans majoration ; elle facilite les licenciements économiques et plafonne leurs indemnités, réduit à rien l'autorité des CHS dans l'entreprise pour la santé des salariés...

**La loi Rebsamen** sur le "dialogue social" devrait aussi passer cet été. Elle va réduire considérablement la représentation des syndicats dans les entreprises, petites ou grandes, encore augmenter la flexibilité, limiter les CDI et faciliter l'utilisation des CDD...

**La loi Touraine** va passer au sénat en juillet. C'est une nouvelle étape dans la privatisation de la Sécurité Sociale au profit des compagnies d'assurance. Elle va accélérer les fermetures d'hôpitaux publics et de services en faveur des cliniques privées et de leurs dépassements d'honoraires tous azimuts...

**Le plan Hirsch**, prévoit de supprimer des RTT et d'autres jours de congés des hôpitaux de Paris. Les salariés ne peuvent plus prendre leurs jours parce qu'il n'y a pas assez de personnel, donc autant les supprimer ! Après Paris, ce sera étendu à toute les hôpitaux de France... et servira d'exemple dans les autres secteurs professionnels.

**La réforme du collège** de Najat Vallaud-Belkacem, veut supprimer l'éducation égale pour tous, en amplifiant l'école à deux vitesses avec encore moins de moyens pour les pauvres. C'est cet été que devraient être adoptés les nouveaux programmes avant une mise en vigueur à la rentrée 2016.

**Le Medef** qui rencontre les syndicats le 22 juin, voudrait profiter de l'été pour imposer avec les retraites complémentaires une décote aux retraités qui partiraient avant 67 ans et geler les pensions pendant encore 3 ans.

**La mission Combexelle** prévoit en septembre un nouveau dé-tricotage du Code du travail, en limitant au minimum la protection légale des travailleurs et en laissant l'essentiel aux négociations d'entreprise. Les patrons pourront faire ce qu'ils veulent s'il n'y a pas de rapport de force local.

**Face à ces attaques d'une ampleur inégalée, les protestations et réactions populaires ne manquent pas mais sont dispersées**

Déjà avant, mais encore plus après la grève nationale réussie du 9 avril, les manifestations des salariés ne cessent pas : manifestations pleines de succès des enseignants des collèges les 19 mai et 11 juin, comme des agents hospitaliers et salariés des professions de santé le 28 mai, le 11 juin et encore le 25 juin ; grèves et manifestations depuis plus de trois mois des employés de la grande distribution contre le travail du dimanche et récemment les 29 mai et 3 juin ; manifestations et grèves des agents communaux ou territoriaux contre l'austérité dans de multiples communes ; nombreuses grèves des employés de la Poste, des salariés des sociétés de transport et un nombre encore plus grand de grèves et débrayages dans le privé pour des hausses des salaires, contre la dégradation des conditions de travail ou les licenciements.

Par contre, si la base syndicale est à l'origine de la majorité de ces actions, les sommets des grandes confédérations syndicales sont passives ou presque, voire totalement complices du gouvernement. Ce qui fait que ces protestations populaires dispersées et émiettées sont souvent invisibles ou inaudibles.

Le gouvernement profite de cet apparent silence des salariés pour essayer de détourner la colère sur des boucs émissaires étrangers et faire du racisme une politique de division permanente, tout comme la droite ou l'extrême droite. Ce qui ne fait que pourrir l'ambiance générale et renforcer le Front National et tout ce qu'il y a de pire comme idées et comportements dans le pays.

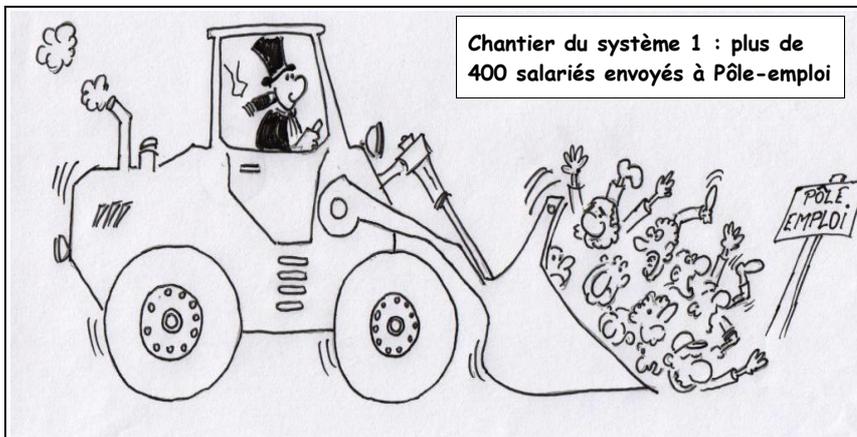
**Ils ne s'arrêteront pas si nous ne les arrêtons pas. Donc, contre toutes ces attaques, il est grand temps de se faire entendre tous ensemble, collectivement ! Il n'y a pas d'autre alternative.**



## PSA Mulhouse

### Peugeot ou le chômage : la peste ou le choléra

La moitié des intérimaires présents sur le site de Mulhouse a été virée, il y a une semaine à l'arrêt du Système 1. Cela fera environ 400 personnes de plus à pointer au chômage et à galérer, sans compter les répercussions chez les sous-traitants. Belle saloperie !



### Ça va péter !

Avec la montée en cadence des Citroën au S2, les postes qui étaient déjà bien chargés avant, deviennent tout simplement intenable. La direction fait le choix de vouloir faire différents types de modèles et autant de références avec aussi peu de salariés qu'avec l'unique 2008.

### Des vérités dures à entendre

Le dernier jour de travail, des intérimaires qui étaient en fin de mission ont été convoqués et interrogés sur leurs impressions à propos de leur passage à Peugeot. Après des mois à tenir les postes les plus durs, à servir de main d'œuvre d'essai pour les postes les plus chargés, certains ne se sont pas gênés pour dire ce qu'ils avaient sur le cœur, contents de ne plus avoir à subir de telles conditions de travail !

### A nous la liberté !

Vendredi 12 juin, c'était le dernier jour du Système 1. A partir de 14 H, certains d'entre nous avaient fini la dernière voiture qui passait au poste. Les chefs ont bien essayé de nous faire balayer, mais comme ça allait être démolit, il y avait encore moins de volontaires que d'habitude ! Et plus le temps passait, plus on était nombreux à glander là autour. Les chefs puis les cadres en renfort, ont eu bien du mal à nous faire tenir en place.

### Tout mais pas ça

Pour ceux qui venaient du S1, la première semaine au Système 2 a été infernale. A tel point qu'on s'est dit que ce ne serait pas possible de continuer comme ça et que ça doit quand même être moins pire ailleurs. Du coup, on veut tous demander une mutation. Une avalanche de demandes de mutations dans les semaines à venir, ça sera une forme de protestation.

### Monsieur « Je sais tout »

Lundi dernier, le RG de HC nuit, qui a déjà plusieurs dérapages à son actif, a fait son discours d'accueil aux salariés arrivés du S1. Il a aussitôt joué le shérif contre ceux qui avaient refusé de travailler le dimanche : « Fais attention, petit con, tu ne sais pas à qui tu parles... » Shéri(f), fais moi peur !

### Insoutenable !

Avec le travail qui est de plus en plus pénible, travailler presque trois dimanches par mois, l'over-time presque tous les jours, les postes trop chargés même en demi cadence, le manque de formation sur les C4 et DS4, se rajoutent maintenant des RUN avec des salariés de l'après-midi qui restent jusqu'à 23 Heures.

### Kit de survie

Après les multiples accidents dans la zone du kitting de l'Habillage Porte, jeudi dernier, c'est encore une fois un kit qui s'est renversé tout seul peu avant son introduction en ligne HP. C'est au secteur Habillage Porte que la direction devrait mettre son nouveau Pôle médical.

Si ça passe dans la tête de ceux qui ont imaginé cela, ce n'est pas le cas de ceux qui sont contraints à le mettre en pratique. Il faut mettre en chaîne ceux qui inventent de telles tortures.

### Les voies de PSA sont impénétrables

Le directeur du Montage démissionne. Comme il porte la responsabilité des accidents au Full Kitting, serait-il viré pour son incompétence ?

### Après le « speed dating », PSA invente le « speed convivialing »

Le « moment de convivialité prévu par la direction le jeudi 11 juin pour fêter la fin du S1 a été complètement raté dans la plupart des endroits. Ceux qui y allaient n'y faisaient que passer, juste pour se servir, avant de repartir le plus vite possible.

### Ils nous cassent les...

La semaine dernière le long de HC lors des briefings, on

nous a dit que le chantier du S1 allait faire beaucoup de bruit. A partir de 85 décibels, nous serions obligés de mettre des bouchons anti-bruit. Ça promet pour le bruit, la poussière, les gaz d'échappement !



Avec le chantier de démolition du système 1, ça promet de l'ambiance.

Et ce sont les mêmes qui nous interdisent d'écouter de la musique sur les chaînes.

### A trop tirer sur la corde, on pourrait la casser

Dans son discours d'accueil, le RG de MV a dit qu'on pouvait tirer la corde de l'andon au moindre problème. C'est pas tombé dans l'oreille d'un sourd.

## PSA fraudeur des caisses de chômage

Pour faire payer toutes les formations aux postes par le chômage en allocation partielle, la direction tente de faire signer un papier certifiant qu'on est en chômage et pas en formation. Un certain nombre ont refusé de signer, à juste titre, d'autant plus que si on signe, ce temps ne sera pas comptabilisé pour la retraite. Au fait, comment ça se fait que le gouvernement qui fait la chasse aux arnaques aux allocations chômage, n'ait pas encore épinglé PSA ?

## EVN : attention à l'arnaque

L'activité des salariés des services EVN (expédition de véhicules neufs) des usines de PSA pourrait être externalisée pour être vendue à Gefco. La direction nie, mais fait signer en attendant une feuille d'acceptation de prêt sur la base de la convention de prêt entre PSA et Gefco. A Poissy, près de 80% n'ont pas signé. Ils ont raison, méfions-nous, ne signons pas.

## La direction en manque de joints

Le samedi 13 juin, le gardiennage a organisé une fouille des sacs à la sortie du Montage. Au CE, la direction a dit qu'elle cherchait de la drogue. Pourtant, seule la police est habilitée à faire ce genre de fouilles pour de tels motifs. Alors pourquoi la direction s'est-elle attribuée ces pouvoirs de police ? Est-elle en manque ?

Tournez-vous et tousssez fort



Fouille des salariés par la sécurité générale

## Les débrayages dans le groupe PSA

### PSA Rennes

#### La direction veut retirer 120 euros par mois. Résultat : 11 débrayages

Le 2 juin, 800 ouvriers de l'usine de PSA Rennes-La Janais ont cessé le travail une matinée. Depuis, ils ont débrayé 4 fois entre le 8 et le 11 juin, puis tous les jours de la semaine du 15 au 20 juin – et ils ont prévu de continuer le 22 juin - parce que la direction a annoncé la fin du transport des ouvriers et surtout, la suppression d'une prime de 120 euros par mois. Enfin, il y aurait une pause déjeuner non payée.

La direction veut faire passer la seule équipe qui reste (du matin) en horaires de jour tout en imposant une « garantie journalière de production ». Ce qui obligerait à rester tant que le plan quotidien n'est pas fait mais fait perdre la prime d'équipe.

Cette prime n'est que la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Au-delà, il y a la baisse continue des emplois sur le site, les conditions de travail dégradées, les nouveaux horaires avec les samedi et l'overtime.

### Peugeot Mulhouse

#### Assez !

Après l'annonce mardi dernier que le samedi 20 juin serait finalement travaillé, une trentaine de salariés de l'habillage porte n'ont pas repris le travail après la pause de 11 H. Les embauchés comme les intérimaires ont montré à la direction que nous voler le seul samedi qu'on avait de libre en tournée du matin, ça ne passait pas. Contre les week-end volés, les horaires à rallonge et les samedis gratuits, ils nous montrent la voie.

#### Over-marre !

A plusieurs reprises, et encore dernièrement, des intérimaires du S1 ont fait grève contre les overtime. Pour leur faire payer ces débrayages, la direction a fait mettre deux d'entre eux en « souplesse moins » et a donc mis fin à leur mission une semaine avant l'échéance. Ces intérimaires nous ont en tous cas montré qu'ils n'étaient pas prêts à accepter tout et n'importe quoi.

#### Grève à STPI : un premier avertissement

Le 3 juin, des salariés de STPI ont fait grève pour protester contre la division par deux de leur prime de participation mais aussi contre leur chef qui leur rend la vie impossible. De ce point de vue, c'était une réussite puisqu'une bonne partie des salariés a fait grève dont, pour la première fois sur le site de Mulhouse, les salariés femmes de ménage.

### PSA Poissy

#### Débrayage contre les samedis gratuits

Samedi 6 juin, il y a eu un débrayage contre les heures sup gratuites et le licenciement de deux ouvrières aux planches de bord. Une quinzaine de caristes ont cessé le travail pendant plusieurs heures et ont fait le tour de chaînes de Montage car le ras-le-bol est général.

#### Succès de la lutte

Un ouvrier de 33 ans a été convoqué le 9 juin pour un entretien préalable à licenciement. Le motif : la découverte d'une paire de gants pourris dans son sac. 150 salariés ont débrayé pour leur camarade. Du coup il s'est vu notifié une mise à pied de deux jours. C'est encore trop mais déjà un succès.

#### PSA Tremery : Débrayage massif contre les samedis gratuits

Samedi 13 juin, c'était la seconde journée d'action contre les samedis gratuits. Le débrayage a été massif (environ 80% de l'effectif) aux culasses EB après le briefing jusqu'à 7h30 malgré l'énorme pression de la direction. On a promené la direction au DV3 culasses et montage. Une des 2 lignes culasses était complètement à l'arrêt. Belle ambiance.

#### Peugeot Sochaux : Débrayage contre le travail le samedi

Le 19 juin, 38 salariés du Montage et du Ferrage ont arrêté le travail pour protester contre le travail du samedi 27 juin. Ils ont décidé de remettre ça plus nombreux le 26 juin si la direction ne revenait pas en arrière.

## PSA groupe

### L'argent de nos impôts sert à nous licencier et à payer les actionnaires.

PSA a eu droit au titre du CICE à une baisse de 126 millions d'euros d'impôts en deux ans pour servir à empêcher les licenciements. Or PSA a supprimé, dans le même temps, plus de 10 000 emplois. Parallèlement, PSA a augmenté les dividendes de ses actionnaires. Bref, l'État finance directement les actionnaires de Peugeot.

### Peugeot ne tient pas sa parole... comme d'habitude

PSA veut mettre un "coup de frein" aux "congrés seniors", qui offrent aux volontaires proches de la retraite une dispense d'activité avec maintien d'une partie du salaire. Il veut baisser leur rémunération de 75 à 70% du salaire brut dans certaines usines du groupe et revoir à la baisse les indemnités de départ. Peugeot dit qu'il a atteint ses objectifs. Les nôtres c'est qu'il embauche des jeunes pour permettre aux anciens de partir à 55 ans.

### Peugeot a de l'argent

PSA a annoncé qu'il allait construire une usine au Maroc pour un coût de 557 millions. Malgré tout, le réinvestissement des bénéfices ne va pas dans la production : Au cours des 10 dernières années, PSA a versé près de 6 milliards d'euros de dividendes à ses actionnaires soit 80 000 euros par salarié du groupe. C'est ceux-là qui piquent les bénéfices de notre travail !

## PSA Poissy

### Professionnels et opérateurs : tous menacés

La direction a affirmé son intention de fusionner la maintenance du Ferrage et de l'Emboutissage, ainsi que de supprimer les équipes de maintenance du week-end sur tout le site. Tout ça dans le cadre de son projet de suppression de l'équipe de nuit : quand la production de nuit cessera, les grands travaux de maintenance se feront la nuit au lieu du week-end. Maintenançier, conducteur d'installation ou ouvrier sur chaîne nous sommes tous dans le même bain.

### L'incendie n'arrête pas la chaîne

Au Montage, B2, MV4, début juin, un incendie s'est déclaré dans un véhicule au niveau du branchement de la cosse + de batterie, le faisceau a fondu, de la fumée est sortie, l'opérateur s'est écarté. Après un coup d'extincteur, le chef a fait reprendre illico. Aucun ordre d'évacuer n'a été donné. Les collègues sont restés 20 minutes à respirer de la fumée toxique. C'est beau le souci de la santé...

## PSA Sochaux

### PSA Sochaux condamné pour harcèlement moral

La cour d'appel de Besançon a condamné PSA Sochaux, le 19 mai, à 40.000 euros de dommages et intérêts pour harcèlement moral à l'encontre de Farid Hamrioui qui a été salarié à Sochaux pendant 16 ans. Farid fut champion de France par équipe de triple saut. En juillet 2010, la direction veut licencier son frère jumeau pour un vol qu'il n'a pas commis. Solidaire de son frère, il subit alors des brimades

multiples, des convocations à répétition et est muté en dépit de l'avis défavorable du médecin. Il tombe malade, perd 10 kilos, voit un psy, et décide alors de porter plainte. Après 5 ans de bataille, il gagne. Il est désormais président de l'association de lutte contre la maltraitance au travail.

### La direction déboutée par l'inspection du travail mais pas par le gouvernement

À Sochaux, la direction qui voulait faire de tous les salariés des délinquants en puissance et se donner des droits policiers (éthylotest, dépistage de drogue) s'est fait débouter par l'inspection du travail. La direction a présenté aux syndicats un nouveau texte, identique au précédent... en attendant la loi Macron du gouvernement socialiste qui, elle, supprime encore plus les pouvoirs de l'Inspection du travail ?

### PSA fait payer ses bâtiments par les impôts locaux

Après avoir vidé une partie du site à Sochaux, emportant ainsi 600 emplois, PSA revend des locaux à la collectivité : 3 millions d'euros pour 26 ha. La collectivité avancera encore 6 millions pour réhabiliter le site (pour désamiantage ?). Ainsi pourront s'installer des sous traitants (comme Faurecia) qui reprendront des activités actuellement réalisées par PSA.

## PSA Valenciennes

### Succès de la pétition contre un licenciement

La direction avait prévu de licencier un militant CGT qui avait accompagné à l'infirmerie un salarié soupçonné d'alcoolémie. Le prétexte étant qu'il avait forcé l'entrée du bâtiment !! Après une pétition signée par 500 salariés, l'inspecteur du travail a refusé le licenciement pour absence de motif valable.

## Faurecia

### Faurecia veut fermer son usine de Redon le 30 juin et celle des Vosges à la fin de l'année...

Après l'annonce en février de la fermeture de l'usine de Redon, Faurecia a annoncé le 11 juin son projet d'arrêter ses activités sur le site vosgien qui fait des armatures de sièges. Après avoir supprimé 128 postes en septembre 2014 à Nompateize (Vosges), cette mesure supprimera 78 emplois. Par ailleurs, aujourd'hui, les 300 salariés du site de Theillay, ceux de l'usine de Saint-Mélor (Ille-et-Vilaine) comme ceux du centre technique de Saint-Malo craignent pour leurs postes. À la suite des annonces du CCE, ce sont 30 à 50 postes qui sont déjà menacés dans l'usine de Theillay.

### ... et annonce la distribution de 44 millions d'euros aux actionnaires

Et tout ça d'après la direction parce que l'entreprise irait mal !!! Alors que les bénéfices explosent, que le 27 mai, le groupe a annoncé une hausse du chiffre d'affaire de 5% , la distribution d'un dividende de 35 cents d'euro par action contre 30 l'an passé, ce qui représente une distribution de 44 millions aux actionnaires, et un triplement du flux de trésorerie pour 2016. Ils se fichent vraiment de notre tête !